

Grand débat Citoyen

Ce document est la transcription fidèle des notes prises par les secrétaires des groupes de discussion réunis dans le cadre du débat citoyen organisé par la MJC du Pays de l'Herbasse le vendredi 15 février 2019 à St-Donat. Ces notes sont rendues publiques sur le site de la MJC et remontées dans le cadre du grand débat organisé par l'Etat.

Nous remercions tous les bénévoles qui se sont impliqués pour que ce moment d'éducation populaire puisse avoir lieu.

Groupe 1

Grandes idées fortes retenues

1 - Développer les services de santé (médecins, infirmiers, etc....) en favorisant la proximité. En passer par la loi pour obliger les personnels de santé à s'installer. Formation de super-infirmières qui détectent les urgences.

2 - Reconnaissance pour les parents d'enfants handicapés, et les aidants. Éducation, accueil, Faire un grenelle du Handicap. Créer un vrai statut des aidants, entraînant une reconnaissance (salaire, indemnités, retraite). Création de plus de structures d'accueil pour les handicaps spécifiques (autistes...)

3 - Transparence des dépenses publiques. Avec une élaboration participative dans la construction du budget, et l'élaboration des projets notamment les plus dispendieux.

4 - Revalorisation de la professionnalisation, éducation... remettre de la pédagogie à tous les niveaux, afin que la professionnalisation soit revalorisée.

5 - Revoir les rémunérations des hommes politiques. (Retenues sur les absences en exécution de leurs mandats) Plafonner les revenus à 8 ou 10 fois le smig, pour toutes les personnes percevant de l'argent public, avec une limitation des cumuls des retraités. Et chercher l'équité dans le montant des retraites en plafonnant les montants cumulés.

La transition écologique :

Comment mieux accompagner les français dans leur vie quotidienne pour se loger, se déplacer, se chauffer ? Et contribuer à limiter le réchauffement climatique.

Revoir le recyclage et réutilisation des contenants.

Revoir la fiscalité des carburants notamment aviation et bateaux...

Limiter l'amplitude entre les minimums et maximums...

Faire en sorte que l'état respecte les mêmes règles que dans le privé en regard du code du travail.

Mettre en cohérence dans les PLU existants par un contrôle indépendant.

Pour tous les bâtiments publics et privés. Mise en conformité prioritaire aux normes de sobriété et normes écologiques à valeur d'exemple pour les citoyens.

Développer les solutions de logement éco-responsables et les subventionner.

La fiscalité et les dépenses publiques :

Comment rendre notre fiscalité plus juste, plus efficace, plus compétitive, et plus lisible ?

Harmonisation de la règle du calcul des retraites avec plafond mini et maxi

Economie sécurité sociale... supprimer la TVA du médical.

Remettre en place l'ISF

La démocratie et la citoyenneté :

Comment faire évoluer la pratique ?

Apprentissage de la citoyenneté dès le plus jeune âge.

Egalité homme femme dans la parentalité. (Couches enfants présentes uniquement dans les toilettes femmes.)

Problème des communautés de communes et de leur conseil qui ne sont pas élus au suffrage direct.

Harmoniser et imposer aux membres de l'Union Européenne les décisions favorables à l'écologie, la santé.

L'organisation de l'état et des services publics :

Comment les faire évoluer pour les rendre plus proches des Français, et plus efficaces.

Réformer de tous les programmes d'éducation.

Moins de SDF dans les rues.

Transports : où commence la proximité.

Regroupement obligatoire des petites communes afin de faire des économies d'échelle.

Fracture numérique. Que les services publics se penchent sur les inégalités d'accès et de formation, et d'information

Thèmes libres :

Faciliter la mobilité des salariés, en prenant en compte leurs qualifications et formations.

Groupe 2

Grandes idées fortes retenues

1-Nous voulons être des citoyens actifs, engagés dans l'espace public, politique, du local au national. Pour cela, limiter les millefeuilles territoriaux et redonner du pouvoir aux communes, pour plus d'égalité.

2- Réinstaurer les services publics tel qu'ils étaient pensés par le conseil national de la résistance en 1945. (Principe de solidarité nationale)

3-De vraies mesures pour lutter contre l'évasion fiscale. (Condamner, taxer les fraudeurs entreprises et particuliers)

4- Réformer la fiscalité (TVA, CSG, ...) en développant l'impôt progressif (revenus) et en diminuant les taxes fixes (TVA, carburant)

5- L'état doit prendre des mesures radicales relatives à la transition écologique : Lutte contre l'obsolescence programmée, redévelopper le maillage ferroviaire et les transports en commun, grand plan de rénovation de l'habitat pour diminuer la consommation énergétique.

6-Modifier en profondeur les comportements consuméristes par le biais de l'éducation (gaspillage alimentaire, consommation locale, répartition...)

La démocratie et la citoyenneté :

Que chacun prenne part et soit reconnu au niveau des politiques locales.

Que les élus consultent et entendent les citoyens.

Qu'ils appliquent les idées réellement, démocratie participative.

Démocratie directe-représentative ?

comment parler démocratie alors que le président élu à 18% ?

Mettre en place des réunions de quartier pour réinvestir la politique locale.

Réinvestir l'espace public-MJC- Investissement

Personne n'assiste aux conseils municipaux. On peut contrôler, mais on ne le fait pas.

Millefeuilles territoriaux (agglomération,...). Eloignement des centres décisionnels. Perte de pouvoir et d'autonomie des communes.

Jardins familiaux devraient être gratuits car entretenus par les jardiniers.

Tout le monde ne se « bouge » pas. A l'inverse certaines associations ne vivent que par des bénévoles.

La transition écologique :

Meilleur maillage du territoire pour le ferroviaire (personnes et marchandises). Rouvrir petites lignes pour moins de routier.

Changement des comportements des individus sur la consommation. Apprendre à réparer plutôt que consommer.

Quel avenir pour nos enfants ?

Comment parler fin du monde alors que certain n'arrivent pas à la fin du mois ?

Renforcement de l'office HLM et faire en sorte que soit réellement pris en compte les normes écologiques. Plus d'encadrement des loyers.

Problème : Marché public. On prend le moins cher plutôt que la qualité ou le local. Retrouver une éthique et plus de déontologie. On a de quoi punir ces pratiques mais on ne le fait pas.

Changer les comportements alimentaires (Gaspillage...). Oui mais les supermarchés proposent des prix très attractifs qui dissuadent retour chez les producteurs.

Bio trop cher !

Consommer moins pour vivre mieux.

La transition ne se fera pas qu'avec les individus ! Etat et entreprises doivent prendre leurs responsabilités.

La fiscalité et les dépenses publiques :

Comment lier justice fiscale et social ?

comment réformer la fiscalité ? en la rendant plus juste

Faut-il réformer les services publics ?

Cadeaux fiscaux (meilleure lutte contre les paradis fiscaux, faire payer les extraterritoriaux comme aux USA, manque de volonté de l'état).

Payer le travail à sa juste valeur et donc le valoriser

Faire en sorte que les pauvres ne le restent pas.

Mieux distribuer les richesses du travail (moins rémunérer le capital et plus le travail)

Lutte contre l'évasion fiscale (Amazon...)

Ok payer des impôts mais pour le bien commun ! (Plus de transparence sur l'utilisation des impôts)

Recevoir facture hôpital (par exemple) pour se rendre compte de ce qu'on « coûte » à la société. Trop opaque !

Problème des dépassements d'honoraires (consultations privées dans les hôpitaux publics)

Maintenir les aides au maintien à domicile

TVA injuste car pas proportionnelle (payer plus d'impôts directs proportionnels)

Mutuelle injuste se substitue presque à la sécu (la sécu devrait être à 100 %)

Pantouflage : réellement intègre ? (Obligation de stages pour réalité de terrain)

L'organisation de l'état et des services publics :

Maintien des services publics dans la santé, l'école, transport

Marchés publics pas fiables, truqués ? (Concurrence PME – grands groupes BTP)

Services de proximité disparaissent (la poste, Sncf, hôpitaux, écoles,)

Attention aux privatisations

Tout devient numérique – exclusion d'une partie de la population (embaucher des services civiques pour aider personnes exclues)

Finalement la MJC fait le travail des services publiques (EPN)

Remettre services publics mais qui paye ?

Services publics ne doivent pas être rentables ! (Maltraitance institutionnelle, baisse du personnel)

Thèmes libres :

Comment faire pour que ce débat ne serve pas de caution pour l'état

Comment sortir de la société de consommation collectivement ?

Egalité Homme-Femme

Revoir conditions de traitement des personnes âgées.

Problème fruits-légumes calibrés – gaspillage !!!

Groupe 3

Cinq grandes idées fortes retenues

- 1- Mettre en valeur le fait que nous sommes des citoyens et non des consommateurs.
- 2- Simplification et information des aides pour la rénovation de l'habitat (isolation et voltaïque au niveau local et national).
- 3- Plus de visibilité des dépenses publiques.
- 4- Faire payer des impôts à toutes les sociétés qui travaillent en France, donc également les GAFA.
- 5- Faire revenir les politiciens sur terre en associant les citoyens.
- 6- Arrêter de privatiser les services publics.
- 7- Garantir un service public dans tous les domaines.
- 8- Forcer les agglomérations à travailler avec les communes pour les transports.

La transition écologique :

Eviter l'emballage

Noter que le gouvernement impose un emballage plus minime, et recyclage à souhait et retrouver les consignes.

Revenir aux contenus verres.

Remettre le civisme à sa place.

Renforcer les campagnes d'information en faisant participer les grandes entreprises.

Mettre en valeur le fait que nous sommes d'abord des citoyens et non des consommateurs.

Simplifier l'aide pour la rénovation de l'habitat pour tous (non pas en fonction du revenu)

Localement apporter des informations sur le photovoltaïque.

Profiter de l'énergie gratuite du soleil et fabriquer en France.

Proposer des solutions de stockage

Recherche sur les énergies propres encore en évolution ?

Parler plus de la qualité de l'eau

Favoriser les circuits courts

La fiscalité et les dépenses publiques :

Réduire la TVA sur les produits de 1ère nécessité et augmenter sur les produits de luxe.

Comment est employé la fiscalité

Fiscalité différente

Visibilité des dépenses publiques

Faire payer des impôts à toutes les sociétés basées en France

Faire payer les GAFA sur ce qu'ils gagnent en France et même au niveau européen.

La démocratie et la citoyenneté :

Mettre en valeur le fait que nous sommes d'abord des citoyens et non des consommateurs.
Référendum d'initiative locale.
Redonner envie aux gens d'aller voter
Respect des votes
Respecter la démocratie
Réduire le nombre de mandats
Limiter le nombre de mandats de suite
Faire revenir les politiciens sur terre en associant les citoyens.

L'organisation de l'état et des services publics :

Maintien des services publics
Arrêtez de privatiser
Revenons à des motions plus humaines
Garantir un service public pour tous dans tous les domaines.
Accompagnement localement sur le numérique.
Problème d'information en milieu rural.
Les personnes ne sont pas au courant des différents organismes qui sont à leur disposition.
Des débats sur les propositions de changements locaux RIL.

Thèmes libres :

Réduire l'écart des salaires
Réorganisation des transports à la demande.
Forcer localement des agglomérations à travailler avec les communes pour les transports.
Développer les maisons médicales.
Arrêtons de se cacher derrière l'Europe.
Faire une Europe sociale.

Groupe 4

Grandes idées fortes retenues :

- 1- Non cumul des mandats, limitation à 2 mandats (maire, député, sénateur)
- 2- Limitation du nombre d'élèves dans les classes de primaire et autorisation du redoublement
- 3- Généralisation de l'impôt sur le revenu avec de nouvelles tranches d'imposition.
- 4- Revalorisation des retraites au niveau de l'inflation, y compris les pensions de reversion.
- 5- Pouvoir choisir d'arrêter sa vie, la loi est encore trop restrictive
- 6- Programmer un débat citoyen local une fois par an.

La démocratie et la citoyenneté :

Responsabilité des élus

Cumul des mandats maire/député si possibilité de révocabilité

Limitation d'âge

Réduire le nombre d'élus

Permettre le renouveau des élus

Formation des élus pendant leur mandat

Non cumul des mandats, limitation à deux mandats (maire, député, sénateur)

Modification de la sociologie des hommes politiques en proposant une formation ou mise à niveau après la fin des mandats.

Education et culture

Pas de fermeture de classes

Pas d'étude (aide aux devoirs) +d'agents

Pas de règlement au niveau d'un territoire

En fonction des revenus et moyens

Dédoublage des classes dans toutes les écoles.

Limitation du nombre d'élèves dans les classes de primaire et autorisation du redoublement.

Les droits d'inscription pour les étudiants étrangers ne doivent pas augmenter.

Election des députés avec une dose de proportionnelle représentative.

La fiscalité et les dépenses publiques :

Généralisation de l'impôt sur le revenu

Nouvelles tranches d'imposition

ISF : Evaluation rapide de la suppression de l'ISF

Retraité

Reconstitution des retraites au niveau de l'inflation.

Revalorisation des pensions de reversion

Harmonisation des régimes de retraite

Fin de vie

Pouvoir choisir, la loi est encore trop restrictive.

Lutte contre le chômage

Revalorisation du développement de la fibre optique

Groupe 5

Cinq grandes idées fortes retenues :

- 1- Recyclage des déchets en amont pour une diminution des emballages et en aval avec un meilleur recyclage. Commencer dans les cantines, les collectivités.... Avec les déchets organiques.
- 2- Suppression de l'optimisation fiscale, trop d'impôts différents.
- 3- Ecart des salaires trop importants.
- 4- Réformes trop fréquentes
- 5- Transparence loi sur les tarifications des hôpitaux à l'acte.
- 6- Obligation, consultation locale, comptabiliser les votes blancs, « tirage au sort » des représentants du peuple.
- 7- Instauration de zone blanche, sans ondes.

La transition écologique :

Pas de projets écologiques locaux et mêmes nationaux.

Que les élus donnent l'exemple, volonté politique.

Que les gens s'y mettent.

Les déchets doivent être payés par les entreprises et non par les citoyens.

Travail de concertation pour faire baisser les déchets.

Récupérer les déchets organiques des cantines, hôpitaux, collectivités, ...

Avoir moins de déchets d'emballage (demande des gens pour aller vers des produits préemballés, lavés... s'il n'y en avait pas, on ne le prendrait pas.

Faire des emballages moins jolis, mais recyclables. Manque de moyens / industrie du recyclage. (cf Allemagne)

Education, sensibilisation du consommateur

Loi d'en haut

Incivilité des gens pour se débarrasser de leurs déchets – verbaliser

Pas de contrôle

On peut faire des emballages recyclables et propres.

Il en faudrait plus.

On est très mauvais dans le recyclage.

Parce que le citoyen est moins sensible au recyclage.

Il existe plus de recyclage que ce qu'on croit.

Transports en commun : En ville trop tentaculaires, transports bondés. / A la campagne il n'y a que la voiture et le vélo mais manque des pistes piétonnes et cyclables.

Malheureusement, c'est tout pour la voiture en France. C'est une volonté politique

La fiscalité et les dépenses publiques :

Pas de justice dans le système d'Impôt car beaucoup de désagréments fiscaux (optimisation fiscale)

Réduire / annuler les optimisations fiscales (niches fiscales, tout le monde paye des impôts sans réductions)

La TVA est très injuste car c'est le même taux pour tout le monde.

Il y a des endroits où tout le monde paye des impôts.

Tout le monde doit payer des impôts, même un peu pour les plus faibles revenus.

Beaucoup d'aides sociales.

Prime d'activité n'est pas une solution – mieux vaut un salaire plus élevé.

Les écarts de revenus sont trop importants ! Aucun gouvernement ne s'y oppose. C'est dû à la mondialisation.

On ne sait pas ce qu'on paye comme impôt, trop de diversité des impôts.

manque d'explication et possibilité de choix pour l'emploi de nos impôts.

Certains sont beaucoup trop payés (foot). Comment on le sait ? par les articles, les infos

Il y a des chefs d'entreprise qui restent en France... quel est le pouvoir du gouvernement.

Constat déploré de l'augmentation de la casse du service public

Les impôts financent les services publics

Pourquoi les services publics disparaissent ?

Comment baisser les impôts en gardant tous les services publics ?

Détournement : des impôts -prime...

Lois à effet pervers

CDD, intérimaires – complété par le chômage... Les gens ont besoin et envie de travailler.

Le pays vit au-dessus de ses moyens...

Déficit 35000 €/ par habitant- Il faut revenir à l'équilibre.

Problème des financeurs.

En France on est gâté pour certain services (hôpital)

L'organisation de l'état et des services publics :

L'hôpital :

Mauvaise gestion des hôpitaux.

Remettre l'humain au centre de l'hôpital.

Il vit ses dernières heures à cause des finances, faire le plus d'actes avec le moins de personnel possible. On développe l'ambulatoire. On commence à refuser des malades. En particulier personnes âgées. On a besoin de l'hôpital. Les maisons médicales – désertification des services de santé. Initiatives des élus locaux. Des incohérences de financement. Les citoyens doivent aller réclamer. Gaspillage éhonté parfois. Du mal à recruter. Médecins hospitaliers sous-payés.

L'enseignement :

Gros budget. Les dérogations à la carte scolaires – cohérence acceptée par les parents. Tous les établissements devraient offrir les mêmes enseignements. Nombre d'élèves en augmentation. Beaucoup de gaspillage (changement de programmes trop fréquents). Trop de réformes successives (enseignement, département)

Carte scolaire = Respecter la carte scolaire, sans trop de dérogations pour « choisir » son établissement.

Logements sociaux :

Plus de logements sociaux pas assez écologiques. Pas assez de contraintes à la construction. Réhabiliter les vieux logements.

Rénovation écologique des logements sociaux. Dans les nouveaux : beaucoup d'efforts sont faits. Pas de contraintes légales.

La démocratie et la citoyenneté :

Il y a peu de votant. Plus de votants pour les élections locales.

Le vote local permettrait de faire voter des gens qui ne le veulent plus et de faire du lien.

Vote front national – manière de s'exprimer. Beaucoup de gens ne votent pas, mais ils ne veulent pas voter car ils ne pensent pas que ça sert à quelque chose. Comptabiliser le vote blanc dans les suffrages exprimés. Mais qu'est-ce qui se passerait alors ?

On se sent mal représenté dans les chambres sénat et députés. -Les députés ne représentent pas la France (pas d'ouvrier,)

Il faudrait des quotas. Tirage au sort parmi les gens pour conseiller municipal ou député... est-ce que ce serait mieux ?

Vote obligatoire, quotas homme/femmes (changement sociétal), un vrai salaire pour les maires. Trop de petites communes.

Dans les petites communes/ moyenne = débat citoyen au gré des élus locaux. Représentation des citoyens dans l'intercommunalité.

Consultation des citoyens dans les communes pour tous les projets.

Réduire le nombre de communes (fusion)

Thèmes libres :

Zones blanches : pour les gens sensibles aux ondes. Créer des zones sans ondes pour avoir des lieux de vie. Abaisser les seuils d'émission légalisés. Plus d'antennes mais moins puissantes. Droits pour électrosensible (habiter, voyager, travailler, être soigné)

Agriculture : Le bio ne peut pas être fait partout. Modifier notre consommation.

Groupe 6

Grandes idées fortes retenues :

Au local :

- 1-Transport en commun de proximité à développer et adapter aux besoins
- 2-Maison écologique de proximité pour sensibiliser, conseiller les citoyens sur les problèmes écologiques et les solutions possibles.
- 3-Relocalisation et humanisation des services publics et de santé.

National :

- 1- Prendre en considération le vote blanc
- 2- Développer les initiatives de mise en avant de la diversité des personnes pour lutter contre toutes les discriminations.
- 3- Simplification et meilleure progressivité de l'impôt
- 4- Taxer les produits importés en fonction des critères environnementaux et sociaux.
- 5- Changer le paradigme de la société « L'art des gens au lieu de l'argent »
- 6-Limitation du nombre de mandats.

La démocratie et la citoyenneté :

Retour au septennat

Référendums locaux

Mise en place d'un service civique national à la majorité.

Garder à l'esprit le programme du comité national de la résistance au lieu de le démanteler.

Dose de proportionnelle à l'assemblée nationale.

Respect des minorités / sanctionner le racisme.

Développer les initiatives de mise en avant de la diversité pour lutter contre toute discrimination.

Création de mixité sociale par le service civique

Tirage au sort en proportion des % des votes blancs.

La transition écologique :

Transports en commun de proximité à développer et adapter aux besoins.

Electrochoc écologique

« Maison » écologique qui sensibilise, conseille et recueille les besoins (type office du tourisme)

Prévoir l'impact écologique et le recyclage de tous les produits.

Objectif de surface bio par département.

Développer les haies et couloirs de biodiversité.

La fiscalité et les dépenses publiques

CICE en priorité aux PME

Impôt : suppression des niches fiscales et progressivité de l'impôt en fonction du revenu (même très élevé)

Retraite de base identique pour tous

Revenu universel de base.

TVA, taxer les produits importés en fonction des critères environnementaux.

Taxe sur kérozène et voyage en avion.

Thèmes libres :

Diminuer le chômage – politique du plein emploi par la formation et le partage du travail.

Ne pas créer de surendettement par des prêts à la consommation trop facilement accessibles.

Moins consommer et être mieux citoyen- « L'art des gens au lieu de l'argent au centre »

Changer le paradigme de société.

Réduire l'échelle des salaires de 1 à 40.

Plus de contrôle sur les actionnaires.

Harmoniser la fiscalité et les salaires en Europe.

Référendum d'initiatives locales.

L'organisation de l'état et des services publics :

Moins de parlementaires

Limiter le nombre de mandats.

Relocalisation et humanisation des services publics.

Ouverture de maisons de santé de proximité.

Suppression du sénat.

Développement de la recherche publique.

Diminuer le nombre de strates dans la gestion de l'état.

Groupe 7

Cinq grandes idées fortes retenues :

- 1-Favoriser les circuits courts pour limiter l'impact environnemental des transports.
- 2-Education à l'écologie dès l'école primaire. L'écologie doit être une matière d'enseignement à part entière.
- 3-Progressivité de l'impôt avec plus de tranches et en prenant en considération toutes les sources de revenus.
- 4-Renforcer les moyens humains dans les services publics.
- 5-Limitation des pouvoirs présidentiels au profit du parlement et décalage des 2 élections législative et présidentielle.
- 6-Mode de désignation des sénateurs avec tirage au sort.

La transition écologique :

Inscription de l'écologie à l'école dès le plus jeune âge.

Problème du tri.

Fausse bonnes idées en matière de production d'énergie (ex : croissance verte)

Les jeunes sont sensibles aux problèmes de déchets. Ecologie oui mais on est dans un mode de vie adulte qui est énergivore. Sensibilisation également des adultes.

Les gens fuient la ville pour les campagnes mais le revers de la médaille, ce sont des déplacements accrus.

Faire des efforts dans les comportements énergivores.

Le service de tri des déchets a été fait sans la concertation des populations.

Les comportements ; sont liés à un système. Contraindre les entreprises à produire moins d'emballage.

Pas contre les taxes pour limiter les déplacements. Taxation du kérosène comme l'essence et le gasoil.

On favorise trop les déplacements par la route. Transfert de la taxe écologique aux solutions écologiques. Taxation des circuits longs plutôt que des circuits courts.

Favoriser les transports collectifs (train,) par rapport à la voiture.

La fiscalité et les dépenses publiques

Taxation identique de toutes les énergies. Revoir la fiscalité en fonction de tous les revenus (immobiliers, financiers,) plutôt que de favoriser les impôts indirects.

Lutte contre la fraude fiscale (80 M€)

Pas de négociation avec les évadés fiscaux.

Harmonisation fiscale européenne.

Pourquoi la fiscalité repose en majorité sur les classes moyennes ?

Progressivité de l'impôt direct pour un impôt mieux réparti et plus juste.

Baisse de la TVA sur les produits courants (alimentation, chauffage,) et augmentation des produits de luxe.

L'organisation de l'état et des services publics :

Renforcement des services administratifs fiscaux pour lutter contre l'évasion fiscale.

Remettre en place des personnels pour répondre aux besoins des populations.
(Renforcement des contacts humains/ accueil du public)

Que finance l'impôt/ la santé, la justice, l'éducation

Revenir sur le statut du fonctionnaire (sécurité de l'emploi).

Défense du statut de fonctionnaire, la fonction publique n'est pas faite pour faire du profit.

Harmonisation des statuts entre public et privé / défense d'un service public fort.

Comment l'état dépense l'argent ? plus de transparence.

Les communautés d'agglomérations nous éloignent des préoccupations des habitants.

Quels échelons administratifs on garde ?

Pour quelles économies d'échelles ?

La démocratie et la citoyenneté :

Moins de présidentialisme et plus de parlementarisme.

Suppression de l'élection du président de la république au suffrage universel / modification de la constitution. Séparer le calendrier électoral de la présidentielle et des législatives.

Une personne décide de tout, ministres et les parlementaires se sentent obligés de dire la même chose que le président de la république. Trop de projets de lois, pas assez de propositions de lois.

Revenir au septennat.

Senat avec gens tirés au sort et des sénateurs élus. Meilleure représentation des territoires et des secteurs socio-professionnels.

Être élu ne devrait pas être un métier.

Référendum d'initiative citoyenne.

Groupe 8

Cinq grandes idées fortes retenues :

- 1-Baisser les salaires des politiques et faire en sorte qu'ils ne conservent pas leurs avantages après leur mandat.
- 2-Simplification et diminution du mille-feuilles.
- 3-Moins d'aides pour la monoculture et les grandes exploitations.
- 4-Enseigner et pratiquer l'écologie à l'école dès le plus jeune âge.
- 5-Comptabilisation du vote blanc.

La démocratie et la citoyenneté :

Vote obligatoire.

Vote blanc à comptabiliser.

Consultations au niveau local. Associer davantage les citoyens à la réflexion et aux décisions locales.

Référendum en tenant compte du vote blanc.

Rétablir la conscription à 3 mois pour les garçons et les filles.

La transition écologique :

Aller plus vite, anticiper.

Imposition du kérosène sur les transports aériens.

Réduction de la taille des exploitations et moins de monoculture.

Moins de pesticides / Problème de l'eau (raréfaction) / Stérilisation des sols.

Taxation des transports au niveau des communauté de communes.

Enseigner et pratiquer l'écologie.

Thèmes libres :

Les EHPAD manquent de moyens (personnel, animateurs)

Une journée de solidarité des demandeurs d'emploi au profit des personnes âgées, l'entretien des locaux, environnement.

Moins de PAC pour la monoculture et les grandes exploitations.

L'organisation de l'état et des services publics :

Le millefeuille est trop épais !

Maintien du service de sécurité ou retrouver un service à visage humain (perception, réorganiser maison de l'état, tournée de bus, MSAP, mesure d'accompagnement social personnalisée...)

Choisir chez les jeunes médecins la solution qui consiste à leur faire faire des stages dans les territoires où les médecins manquent.

Implantation dans les territoires en échange d'une bourse d'étude.

Ne pas faire entrer en classe de 6^{ème} des enfants qui ne savent pas lire.

Dédoublage des classes étendues à tous les CP et CE1 sans que cela se fasse au détriment des autres classes.

Tutorat : mélange des classes d'âge.

Requestionner le « collège unique ».

Simplifier le code civil.

Organiser les administrations : écouter davantage ceux qui travaillent dans les services et qui sont en contact avec le public.

Présence des députés et sénateurs.

La fiscalité et les dépenses publiques

Etat déficitaire dès l'automne. Très mauvais gestionnaire.

Baisser les salaires des politiques et faire en sorte qu'ils ne conservent pas leurs avantages après leur mandat.

TVA : baisser sur les produits de 1^{ère} nécessité. Et taxer fortement les produits de luxe.

Moins taxer les artisans et les commerçants et davantage les grosses entreprises.

Réformer l'URSSAF.

Gel de l'augmentation de la CSG.

Harmonisation des retraites (ex public, privé)

Transparence des calculs : CAF, organismes calcul retraite, impôts.

Transparence journée de solidarité.

Groupe 9

Grandes idées fortes retenues :

- 1- Inverser la priorité économique par rapport à la valeur environnementale : L'état doit devenir moteur pour développer une prise de conscience des citoyens.
- 2- Il faut une meilleure attribution des moyens dans l'éducation nationale avec plus d'enseignants devant les élèves.
- 3- Organiser une couverture territoriale des professionnels de soin plus efficiente.
- 4- Simplifier le millefeuille administratif en gardant les élus de proximité.
- 5- Formation du citoyen à l'école.
- 6- Réformer l'imposition pour qu'elle soit plus juste.

La transition écologique :

Développement des transports en commun et du covoiturage avant la mise en œuvre de l'augmentation des taxes sur les voitures individuelles.

Incohérence entre les enjeux écologiques et les décisions politiques.

La transition écologique doit être la préoccupation première.

Besoin d'aménagements publics de transports doux.

Nous avons une responsabilité individuelle en tant que consommateur.

Problème de la surconsommation et de l'obsolescence programmée des produits.

Inconscience collective qui se traduit par une différence entre les discours et pratiques individuels.

La notion de décroissance est-elle réalisable ?

Arrêter de culpabiliser l'individu avec sa voiture dont l'impact est somme toute négligeable par rapport à l'impact écologique des transports aériens ou des porte-conteneurs.

La lutte pour une prise en compte accrue des problématiques écologiques ne peut se faire qu'en adéquation avec la lutte contre les inégalités.

Est-il possible de développer une valeur environnementale qui pèse autant que la valeur pécuniaire et économique. Il serait donc question de construire une valeur non monétaire.

Problématique de l'économie équitable qui n'est pas forcément une économie accessible au plus grand nombre et qui réinterroge les questions du pouvoir d'achat.

Nous semblons être gouvernés par la finance et pas par les citoyens. Il nous faut donc trouver le moyen de dépasser l'impuissance politique par la construction d'un système se construisant sur une valeur écologique, non monétaire.

Inverser la primauté de l'économie sur l'écologie.

Importance de la responsabilité individuelle mais qui reste limitée. L'action individuelle reste limitée, voir impuissante sans pouvoir s'appuyer sur la volonté politique et la puissance publique.

Nous constatons un dérèglement politique et environnemental qui est source d'inégalité.

Danger du RIC (exemple peine de mort), démocratie participative, force de l'information et manque d'éducation politique.

Qu'est-ce que la justice fiscale ?

La fiscalité et les dépenses publiques

Nous avons le sentiment que les gouvernants sont des nantis qui appartiennent à une caste de privilégiés avec des avantages non proportionnés à leur responsabilités. Nous avons un sentiment d'inégalité devant les privilèges des élus.

Nous requestionnons une imposition non progressive et injuste. Nous ressentons un sentiment fort d'injustice de l'imposition. Il y a un sentiment que l'impôt n'est pas à la hauteur du service public rendu. Il faudrait pour autant informer davantage sur le fléchage et l'utilisation de nos impôts.

Il faut augmenter l'impôt direct et baisser l'impôt indirect pour plus de progressivité et de justice sociale. Il faut supprimer les niches fiscales.

Questionnement sur le revenu universel, finalité et faisabilité.

Nous avons une administration qui se tue. Il faut optimiser les dépenses publiques, supprimer les tâches inutiles en allégeant les demandes administratives qui sont trop lourdes. Cette bureaucratie semble inopérante.

L'organisation de l'état et des services publics :

L'organisation de l'éducation et de l'enseignement est à revoir. Il faut investir davantage dans l'éducation. Il est requestionné les effectifs trop importants par classe et le nombre d'enseignant qui ne sont pas en face à face pédagogique avec les élèves. Il faut plus d'enseignants devant les élèves.

Peut-être faudrait-il réinterroger l'organisation des classes par cycle et sans redoublement et repenser l'organisation de classes par tranches d'âges en mettant en œuvre des classes par compétences.

Il est noté un manque important concernant la formation des enseignants et particulièrement concernant la pédagogie.

L'école ne doit pas avoir qu'un rôle d'apprenant mais également d'éducateur et investir le champ du savoir vivre, de la citoyenneté, et de l'écologie ?

Le système éducatif est à réformer.

Il y a un problème de l'organisation des soins et nous constatons des déserts médicaux. Il y a un problème concernant la médecine de proximité.

Nous notons une vraie problématique quant à l'accès aux soins que ce soit une problématique de territorialisation ou de pouvoir d'achat.

Il faudrait organiser une carte territoriale des professionnels de santé. Il faudrait réguler ou réglementer l'implantation des médecins sur les territoires.

Le système de protection sociale n'encourage pas à la conscience du coût des soins. (Ex : plus de prix sur les boîtes de médicaments). Il faut informer les patients du coût de leurs soins.

Il faut réduire le millefeuille et réinterroger le rôle et les attentes concernant les compétences des communes. Il faut pour cela se poser la question de comment garder une proximité tout en étant plus efficace ou comment simplifier en gardant de la proximité.

Il est exprimé le sentiment que les représentants de l'Etat (députés, sénateurs) ne font pas le boulot et qu'ils ne sont pas suffisamment présents. Le nombre de sénateurs est à revoir à la baisse.

La démocratie et la citoyenneté :

Il faut organiser un service militaire en lien avec l'écologie.

Nous réinterrogeons l'équilibre entre démocratie participative et démocratie représentative et la place des corps intermédiaires.

Il apparaît comme une nécessité si ce n'est d'une éducation politique, un éveil de l'esprit critique et de la capacité d'analyse de nos concitoyens.

Critiquer c'est facile, mais construire c'est autre chose.

Il faut donc mettre en place les moyens de permettre à chacun de devenir un citoyen participatif. Pour cela il faut enseigner ou mettre en œuvre les pratiques participatives à l'école. Il faut une introduction ou une initiation de la citoyenneté dès l'école.

Le service national peut être un outil de citoyenneté et d'écocitoyenneté.

Thèmes libres :

Il est important d'accompagner la dématérialisation des services publics et plus généralement de lutter contre une fracture numérique réelle parmi les citoyens.

Nous soulevons le problème de la disparition des services publics dans les territoires ruraux.

Lutter davantage contre les addictions des jeunes.

Groupe 10

La transition écologique :

L'écologie devrait être présente dans tous les partis politiques et tous les ministères. Interrogation alors sur le bienfondé d'un parti écologique. Pour autant et de manière pragmatique, celui-ci apparaît comme légitime puisqu'il est porteur d'une information et d'une sensibilisation écologique quasi inexistante dans les autres partis au niveau national.

Nous proposons de soumettre tous les textes de loi à une entité indépendante pour que ceux-ci soient acceptés au regard de critères environnementaux et écologiques.

Concernant la rénovation de l'habitat, il existe bien la loi URE, mais qui est trop limitée avec des obligations se limitant a priori aux copropriétés de plus de 10 logements.

Il faut donc accentuer la rénovation de l'habitat qui permet à la fois de réduire notre impact environnemental et de donner du travail.

En la matière, il faut lutter contre les entreprises nombreuses qui s'engouffrent dans ces marchés boostés par les aides écologiques publiques de manière malhonnête en pratiquant des tarifications surévaluées. L'aide fiscale peut alors avoir un effet pervers. Celles-ci n'ont-elles pas pour objectif d'aller aux particuliers plutôt qu'aux entreprises. Nous notons pourtant qu'il existe des informations concernant des systèmes d'isolation à 1 € ou des primes à la conversion de chaudières qu'il faudrait davantage explorer.

Il existe des aides pour les hauts revenus qu'il serait opportun de remettre en question en les redistribuant sur les foyers avec des revenus plus modestes.

Concernant les aides de la PAC, ne prend pas en compte une différenciation entre l'agriculture biologique et les autres types d'agriculture. En effet l'agriculture est financée à l'hectare, ce qui est au détriment de l'agriculture biologique fonctionnant par essence sur des parcelles plus réduites avec des coûts de personnel plus importants.

Nous proposons donc que les aides soient affectées aux emplois agricoles plutôt qu'à l'hectare.

Nous proposons également si ce n'est d'interdire, taxer très fortement les légumes avec un bilan carbone important. Nous souhaitons privilégier les circuits courts avec un mot d'ordre qui serait « achetez bien ».

Devons-nous attendre une évolution qui serait portée par les changements individuels ou pouvoir compter sur l'incitation de l'état.

Il existe des incitations concernant les voitures ou les vélos électriques. Mais nous questionnons l'impact environnemental concomitant dû à la construction des batteries, bornes électriques. Dans tous les cas la production énergétique semble générer de la

pollution. Notons pourtant qu'il existe une énergie verte mais que celle-ci coûte aujourd'hui plus chère pour les particuliers qui font le choix de cette alimentation énergétique.

Il nous semble qu'aujourd'hui la vraie urgence est la réduction d'émission de CO2 renvoyant à l'urgence climatique globale.

Nous concluons le sujet en réexprimant que l'énergie la plus verte et la moins onéreuse, est celle que nous ne consommons pas.

Il nous faut continuer à développer le co-voiturage et repenser les voyages quotidiens où les systèmes de de covoiturage tel que le vap, semble inopérant.

Enfin il faut investir davantage dans la recherche dans ce domaine.

L'organisation de l'état et des services publics :

Nous constatons un manque de proximité et une deshumanisation des services de l'état.

Les démarches administratives par internet sont loin d'être que facilitantes.

Il existe bel et bien une fracture numérique mettant en difficulté toute une tranche de la population dans l'exercice de sa citoyenneté et d'accès à ses droits.

Cette tendance nous semble être, entre autres, motivée par un transfert du travail sur les citoyens et une baisse du nombre de fonctionnaires.

Des dispositifs d'accompagnement au numérique existent. Pour autant ceux-ci sont souvent portés par le milieu associatif. Dans la mesure où l'on considère qu'internet doit être un réel service public, et représente un réel intérêt général, il est alors légitime de se poser la question sur les carences de l'état en la matière.

Cette réflexion est poussée de la même manière avec l'existence par exemple du téléthon ou des restaurants du cœur. Il est exprimé les effets pervers qui peuvent naître dans chaque politique mise en œuvre et de l'importance de l'évaluation des politiques publiques.

Pour autant, il faut également être conscient de la lourdeur déjà existante de notre technocratie.

Concernant la santé, les échanges abordent en premier lieu le 1/3 payant, considérant que celui-ci constitue un transfert de charges de gestion vers les professionnels de santé.

Si le 1/3 payant apparaît réellement comme une avancée sociale, il est également de nature à faire perdre la réelle valeur des soins. On ne sait par exemple plus le coût des médicaments.

Nous proposons de mettre la vente des cachets à l'unité permettant de coller à la consommation réelle et limiter le gâchis et des dépenses inutiles.

Nous proposons également de mieux informer chacun sur les coûts médicaux et de remettre les tarifs sur les boîtes de médicaments.

Enfin, nous proposons de revoir la généralisation du 1/3 payant en fonction du revenu des ménages. Pour nous, ce n'est pas le 1/3 payant qui est à questionner mais son application et la tranche de la population visée par le dispositif qui doit être tournée vers les plus démunis.

Certains se questionnent tout de même sur le coût exorbitant de la médecine.

Force est de constater une réelle problématique de la répartition territoriale des soins. L'exemple de la maternité de Die est abordé.

Dans un monde où les métiers de la santé n'ont de cesse de se spécialiser, la professionnalisation est telle que le droit à l'erreur n'existe plus. Ainsi, il est difficile de laisser fonctionner un lieu d'accueil de soins qui ne répond pas aux exigences de sécurité que la population est en droit d'attendre.

Dans le même temps, l'accès aux soins doit pouvoir être optimisé à toute la population. Nous pensons donc qu'il faut accentuer la logistique et la capacité d'acheminement des personnes vers les centres de soins qui s'éloignent ainsi que la prévention des risques en amont d'une éventuelle hospitalisation avec plus de suivi et de prévention.

Nous faisons le constat d'une diminution du nombre de lits dans les hôpitaux alors que la population vieillie et augmente. Même si la durée des hospitalisations diminue, le compte n'y est pas.

Nous faisons également le constat d'une surcharge des urgences. Plusieurs raisons peuvent être avancées :

Un acheminement des personnes ayant la CMU qui ont du mal à être accueilli chez un médecin traitant.

La difficulté pour tous, d'être reçu par un médecin.

Un problème de pouvoir d'achat orientant les gens vers une prise en charge « gratuite ».

L'attente d'immédiateté des patients concernant leur prise en charge.

Le fait que les médecins généralistes ne remplissent plus aujourd'hui plus le rôle de filtre d'acheminement des patients vers les hôpitaux.

D'autres éléments d'explication sont avancés :

La non prise en compte des 35 h dans le milieu médical, comme pour l'ensemble des fonctionnaires de manière générale.

Un temps de consultation qui se réduit même sans une diminution du rapport médecin/habitants avec une génération de professionnels de la santé qui souhaite moins travailler pour construire un autre équilibre et confort de vie.

La formation des médecins et le manque de considération de la médecine générale nous semble aussi un facteur explicatif.

Concernant l'éducation nationale, il est exprimé la volonté de garder une liberté de choix pour les familles de s'orienter vers le privé ou le public.

Le constat est fait et regretté ,que l'école publique gratuite n'existe plus réellement et qu'une partie de la société est mise hors de l'éducation et de la culture.

L'école est considérée comme une machine à sélectionner, on constate une sélection financière et sociale. Cet état de fait est d'autant plus présent après bac.

Nous souhaitons plus de place à l'université pour un système accessible à tous.

Concernant le « pantouflage » des hauts fonctionnaires, prenant exemple sur les personnes sortant de l'ENA, nous proposons une obligation de service de 10 ans dans le public sans dérogation aucune, ainsi qu'une démission sans possibilité de réintégration dans le public lorsqu'il y a départ vers le privé.

La démocratie et la citoyenneté :

Une idée forte est demandée : découpler les élections législatives de l'élection présidentielle.

Nous souhaitons revenir pour les présidentielles à un mandat de 7 ans non renouvelable.

Nous proposons la limitation des mandats électoraux dans le temps et le nombre. Nous nous arrêtons au nombre de deux mandats successifs maximum.

Nous pensons qu'il serait bien que les députés puissent avoir un ancrage local avec un mandat de conseiller communal. C'est-à-dire avec un mandat communal sans responsabilité (ni maire, ni adjoint), à la fois obligatoire et unique.

Nous engageons également une réflexion sur la formation et le statut des élus. Nous proposons une formation continue et obligatoire pour tous les élus. Nous proposons que la prise de fonction des élus intervienne après une période de six mois consacrée à leur formation.

Fixer une limite d'âge pour les élus afin de rajeunir la classe politique est mis en question mais ne trouve pas de consensus autour de la table. L'âge limite de 65 ans semble convenir au plus grand nombre.

La question de parité femmes/hommes est également en question. Cette discrimination positive et la notion de quotas ne font pas l'unanimité même si tous s'accordent sur les finalités. On a des hommes politiques incompetents, pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'avoir des femmes politiques incompetentes ! » La parité obligatoire ne serait-elle pas le moyen de passer des étapes ? La loi peut-elle régler les problèmes sociétaux et les avancées sociales de la société.

Nous interrogeons la problématique de la représentativité des citoyens dans les communautés de communes. Il apparaît que la distance inhérente à ces regroupements est

de nature à éloigner les citoyens des décisions qui les concernent. De manière encore plus problématique cette dynamique accentue le pouvoir des techniciens au détriment du pouvoir politique des citoyens. Il est même évoqué autour de la table la notion de système antidémocratique.

Nous proposons un suffrage universel direct pour chaque « States ».

Nous nous interrogeons également sur la pertinence du choix des découpages territoriaux, à la fois sur leur cohérence, mais également sur leur bien fondé en réinterrogeant les arguments de mutualisation et de restriction de coûts.

Nous exprimons une inquiétude et une méfiance concernant la continuité de la mise en œuvre de la loi NOTRE qui tend à faire naître des regroupements de communes toujours plus étendus. Cette tendance est-elle réellement une évolution inévitable et souhaitable ?

Nous proposons de ne pas réduire le seuil minimum du nombre d'habitants des communautés de communes.

Dans ce contexte, il est légitime de se demander à quoi sert la commune. Faut-il garder une telle proximité ou bien ne faut-il pas réinterroger ses compétences. Il est question de trouver une réponse à l'équation difficile, de garder un engagement des citoyens dans la vie locale alors même qu'ils n'ont plus de pouvoir de décision. Cette réflexion s'accompagne d'une volonté de réduction du millefeuille administratif. Pour autant les avis sont partagés quant aux strates à supprimer.

Nous proposons comme élément de réponse aux problématiques évoquées d'instaurer des référendums d'initiatives locales. Cette proposition a le mérite d'exercer un rôle, si ce n'est de contre-pouvoir, de prise en compte démocratique des citoyens de manière plus continue. En effet il nous paraît anormal qu'il n'y est pas de consultation des citoyens en dehors des élections. Cette proposition permettrait donc de combler à la fois une perte de citoyenneté mais également d'apporter de la transparence aux réflexions et décisions politiques. La campagne de chaque RIL, porteuse d'une argumentation des décideurs permettrait d'informer les citoyens.

Il reste à définir le cadre des questions pouvant être abordées à l'occasion de ces référendums d'initiatives locales.

De la même manière nous proposons une utilisation plus présente de référendums au niveau national sur les sujets sociétaux qualifiés « d'important ». Cette utilisation est limitée par l'interdiction de porter sur tous ce qui est discriminatoire ainsi que la peine de mort. (Exemple de sujet de référendum : le regroupement des régions, les traités commerciaux internationaux, la PMA, la fin de vie,).

Ce dernier inventaire renvoie à la possibilité de conduire une politique conditionnée à autant de consultations dans autant de domaines. De plus dans ces conditions, il peut être légitime de questionner la place des députés.

Ceci d'autant plus que nous souhaitons un régime plus parlementaire avec un mandat de 5 ans pour les députés et 7 ans pour le président.

Nous proposons l'obligation pour tous les députés d'animer des débats thématiques sur les territoires pour réellement re présenter les idées des citoyens et être pleinement leur porte-parole.

Pour autant nous ne souhaitons pas tomber dans une idée populiste et simpliste consistant à dire que les députés ne font rien. Ils représentent le peuple et c'est bien nous qui les avons élus.

Nous sommes unanimes contre le fait de rendre le vote obligatoire. En revanche il nous paraît important de prendre en compte le vote blanc. (Pas le vote nul)

Nous nous questionnons sur l'intégration d'une dose de proportionnelle aux élections législatives. Cela nous amènerait inévitablement à avoir des députés sans ancrage local. Ce serait alors une fausse bonne idée et non compatible avec nos propositions précédentes.

Nous déplorons la disparition des services publics en ruralité qui se recentrent sur les pôles urbains. Il nous apparaît crucial de relocaliser les services publics.

La fiscalité et les dépenses publiques

Nous proposons d'instaurer l'obligation de consacrer un pourcentage du budget communal à l'initiative des citoyens.

Il faut également taxer les GAFAs et sociétés étrangères œuvrant sur le territoire.

Nous proposons de taxer les produits en fonction de leur impact social, même si nous sommes conscients que nous sommes tous collectivement responsable quant à notre manière de consommer. Cette observation renvoie une fois de plus au pouvoir d'achat.

Force est pourtant de constater que selon un dernier rapport de l'OCDE (source qui reste à vérifier), la France est le pays riche où il y a le plus de prélèvements. On ne peut nier que la France est également un état social et redistributeur.

Pour autant, il apparaît une discordance entre l'impôt et les cotisations diverses qui sont prélevés et le sentiment d'un service rendu par l'état pas à la hauteur des attentes des français.

Il nous faut pourtant ne pas oublier les avantages existant en France. Une analyse comparative avec les pays voisins contribuerait sans aucun doute à objectiver davantage notre regard. A ce sujet les emplois à 450 € en Allemagne sont évoqués.

Il est exprimé le ressentiment d'un pouvoir d'achat en baisse et une perte d'avantages sociaux laissant transparaître une réelle morosité et inquiétude en l'avenir. Le sentiment du bonheur se pose comme une évaluation difficile à cerner de manière objective.

Il est évoqué une société avec de plus en plus d'individualisme et également un impact des réseaux sociaux, concernant l'évolution du lien social dans la société.

A ce propos l'exemple des « gilets jaunes » qui témoignent d'une motivation d'être ensemble et d'avoir le sentiment d'appartenance à un groupe est repris. La question de la reconnaissance de manière générale semble alors centrale.

Il est important de questionner l'appauvrissement de la société et l'augmentation des écarts entre les plus riches et les plus forts. Le sentiment d'injustice est un critère fort à prendre en compte.

Thèmes libres :

Nous nous questionnons sur les ruptures conventionnelles. Il nous apparaît important de renforcer le suivi et le contrôle de celles-ci pour qu'elles ne soient l'outil d'un poids illégitime pour la société.

Nous nous questionnons également sur l'âge de la retraite. Est-ce un problème d'âge ou du travail demandé aux plus vieux travailleurs d'entre nous qui est à adapter.

L'idée de moduler son temps travail tout au long de sa vie est exprimée. Celle-ci ne rencontre pas l'unanimité même si en, réalité le compte épargne temps est déjà mis en place pour aller dans ce sens.

Concernant internet, nous préconisons de combler toutes les « zones blanches » sans couverture internet pour un accès pour tous sur tous les territoires. Pour autant faut-il tirer la fibre optique dans toutes les maisons ou bien développer la 5G. L'installation de la fibre est très onéreuse alors que l'on ne s'en servira peut être pas.

Internet doit-il devenir un service public garantissant l'accès gratuit pour tous. Nous pensons que la condition de son accès est aujourd'hui une condition pour que chacun puisse exercer pleinement ses droits et devoirs de citoyen.

Nous pensons qu'il faut réduire les écarts de revenus et qu'il faut plafonner et réduire les écarts de la pension de réversion. Il nous apparaît important de ne pas réduire la pension de réversion de la personne survivante dans le couple. Cela entraînerait des situations qui nous semblent dangereuses socialement.

Nous nous questionnons sur le nivèlement de calcul des retraites publique et privée.

Il nous apparaît comme essentiel de défendre notre système de protection sociale basée sur la solidarité.

Il faut augmenter la capacité d'accueil pour les personnes en situation de handicap et de manière générale avoir une meilleure prise en compte du handicap dans notre société.

Enfin nous abordons la question générale de la culture, qui nous apparaît être un élément fondamental de l'éducation du citoyen. Il nous apparaît donc impératif d'à minima maintenir le budget du ministère de la culture. Il est important d'accorder plus de place à la culture dans le cursus scolaire.

De manière plus globale, il est question ici, pour nous, de formation à l'esprit critique. Il est donc primordial d'arrêter la casse des associations d'éducation populaire qui sont plus que jamais essentielles pour répondre aux enjeux de société que nous venons de soulever.

Synthèse thématique

La fiscalité et les dépenses publiques :

1. Transparences des dépenses publiques. Avec une élaboration participative dans la construction du budget, et l'élaboration des projets notamment les plus dispendieux.
2. De vraies mesures pour lutter contre l'évasion fiscale. (Condamner, taxer les fraudeurs entreprises et particuliers)
3. Réformer la fiscalité (TVA, CSG, ...) en développant l'impôt progressifs (revenus) et en diminuant les taxes fixes (TVA, carburant)
4. Plus de visibilité des dépenses publiques.
5. Faire payer des impôts à toutes les sociétés qui travaillent en France, donc également les GAFA.
6. Généralisation de l'impôt sur le revenu avec de nouvelles tranches d'imposition.
7. Suppression de l'optimisation fiscale, trop d'impôt différents.
8. Simplification et meilleure progressivité de l'impôt
9. Progressivité de l'impôt avec plus de tranches et en prenant en considération toutes les sources de revenus.
10. Renforcer les moyens humains dans les services publics.
11. Reforme l'imposition pour qu'elle soit plus juste.
12. Nous souhaitons plus de place à l'université pour un système accessible à tous.
13. Nous proposons une obligation de service de 10 ans dans le public sans dérogation aucune, ainsi qu'une démission sans possibilité de réintégration dans le public lorsqu'il y a départ vers le privé.
14. L'état doit prendre des mesures radicales relatives à la transition écologique :
15. Lutte contre l'obsolescence programmée, redévelopper le maillage ferroviaire et les transports en commun, grand plan de rénovation de l'habitat pour diminuer la consommation énergétique.
16. Arrêter de privatiser les services publics.
17. Garantir un service public dans tous les domaines.
18. Renforcer les moyens humains dans les services publics.
19. Simplification et diminution du mille-feuilles.
20. Revalorisation des retraites au niveau de l'inflation, y compris les pensions de reversions.

La démocratie et la citoyenneté :

1. Transparences des dépenses publiques. Avec une élaboration participative dans la construction du budget, et l'élaboration des projets notamment les plus dispendieux.

2. Revoir les rémunérations des hommes politiques. (Retenues sur les absences en exécution de leur mandats) Plafonner les revenus à 8 ou 10 fois le smig, pour toutes les personnes percevant de l'argent public, avec une limitation des cumuls des retraités. Et chercher l'équité dans le montant des retraités en plafonnant les montants cumulés.
3. Nous voulons être des citoyens actifs, engagés dans l'espace public, politique du local au national. Pour cela, limiter les 1000 feuilles territoriales et redonner du pouvoir aux communes, pour plus d'égalité.
4. Mettre en valeur le fait que nous sommes des citoyens et non des consommateurs.
5. Faire revenir les politiciens sur terre en associant les citoyens.
6. Non cumul des mandats, limitation à 2 mandats (maire, député, sénateur)
7. Programmer un débat citoyen local une fois par an.
8. Obligation, consultation locale, comptabiliser les votes blancs, « tirage au sort » des représentants du peuple.
9. Prendre en considération le vote blanc
10. Développer les initiatives de mise en avant de la diversité des personnes pour lutter contre toutes les discriminations.
11. Changer le paradigme de la société « L'art des gens au lieu de l'argent »
12. Limitation du nombre de mandats.
13. Limitation des pouvoirs présidentiels au profit du parlement et décalage des 2 élections législative et présidentiel.
14. Mode de désignation des sénateurs avec tirage au sort.
15. Baisser les salaires des politiques et faire en sorte qu'ils ne conservent pas leurs avantages après leur mandat.
16. Comptabilisation du vote blanc.
17. Simplifier le millefeuille administratif en gardant les élus de proximité.
18. Formation du citoyen à l'école.
19. Découpler les élections législatives de l'élection présidentielle.
20. Nous souhaitons revenir pour les présidentielles à un mandat de 7 ans non renouvelable.
21. Nous proposons la limitation des mandats électoraux dans le temps et le nombre. Nous nous arrêtons au nombre de deux mandats successifs maximum.
22. Nous pensons qu'il serait bien que les députés puissent avoir un ancrage local avec un mandat de conseiller communal.
23. Nous proposons un suffrage universel direct pour chaque « States » du millefeuille.
24. Nous proposons de ne pas réduire le seuil minimum du nombre d'habitants des communautés de communes.
25. Instaurer des référendums d'initiatives locales.
26. Nous proposons une utilisation plus présente de référendums au niveau nationale sur les sujets de sociétaux qualifiés « d'important ».
27. Nous souhaitons un régime plus parlementaire avec un mandat de 5 ans pour les députés et 7 ans pour le président.
28. Nous proposons l'obligation pour tous les députés d'animer des débats thématiques sur les territoires pour réellement re présenter les idées des citoyens et être pleinement leur porte-parole.

29. Changer le paradigme de la société « L'art des gens au lieu de l'argent »

L'organisation de l'état et des services publics :

- 4- Développer les services de santé (médecins, infirmiers, etc....) en favorisant la proximité. En passer par la loi pour obliger les personnels de santé à s'installer. Formation de super-infirmières qui détectent les urgences.
- 5- Revalorisation de la professionnalisation, éducation... remettre de la pédagogie à tous les niveaux, afin que la professionnalisation soit revalorisée.
- 6- Réinstaurer les services publics tel qu'ils étaient pensés par le conseil national de la résistance en 1945. (Principe de solidarité nationale)
- 7- Garantir un service public dans tous les domaines.
- 8- Forcer les agglomérations à travailler avec les communes pour les transports.
- 9- Limitation du nombre d'élèves dans les classes de primaire et autorisation du redoublement
- 10- Relocalisation et humanisation des services publics et de santé.
- 11- Il nous apparaît cruciale de relocaliser les services publics.
- 12- Renforcer les moyens humains dans les services publics.
- 13- Simplification et diminution du mille-feuilles.
- 14- Il faut une meilleure allocation des moyens dans l'éducation nationale avec plus d'enseignants devant les élèves.
- 15- Organiser une couverture territoriale des professionnels de soin plus efficiente.
- 16- Simplifier le millefeuille administratif en gardant les élus de proximité.
- 17- Mettre la vente des cachets à l'unité permettant de coller à la consommation réelle et limiter le gâchis et des dépenses inutiles.
- 18- Mieux informer chacun sur les coûts médicaux et de remettre les tarifs sur les boîtes de médicaments.
- 19- Revoir la généralisation du 1/3 payant en fonction du revenu des ménages.
- 20- Revaloriser la médecine généraliste dans la formation des métiers de la santé.
- 21- Garder une liberté de choix pour les familles de s'orienter vers le privé ou le public.
- 22- Nous souhaitons plus de place à l'université pour un système accessible à tous.
- 23- Obligation de service de 10 ans dans le public sans dérogation aucune, ainsi qu'une démission sans possibilité de réintégration dans le public lorsqu'il y a départ vers le privé.

Thèmes libres :

- 4- Pouvoir choisir d'arrêter sa vie, la loi est encore trop restrictive
- 5- Instauration de zone blanche, sans ondes.
- 6- Renforcer le suivi et le control de celle-ci pour qu'elles ne soient l'outil d'un poids illégitime pour la société.
- 7- Combler toutes les « zones blanches » sans couverture internet pour un accès pour tous sur tous les territoires.
- 8- Réduire les écarts de revenus et qu'il faut plafonner et réduire les écarts de la pension de réversion.
- 9- Défendre notre système de protection sociale basée sur la solidarité.
- 10- Maintenir le budget du ministère de la culture.
- 11- Accorder plus de place à la culture dans le cursus scolaire.
- 12- Arrêter la casse des associations d'éducation populaire.